



LE BLOG FRANCAIS DE LA FISCALITE INTERNATIONALE N 2 avril 2016

[www.etudes-fiscales-internationales.com/](http://www.etudes-fiscales-internationales.com/)  
[pour s'abonner cliquer et inscrivez vous en haut à droite](#)

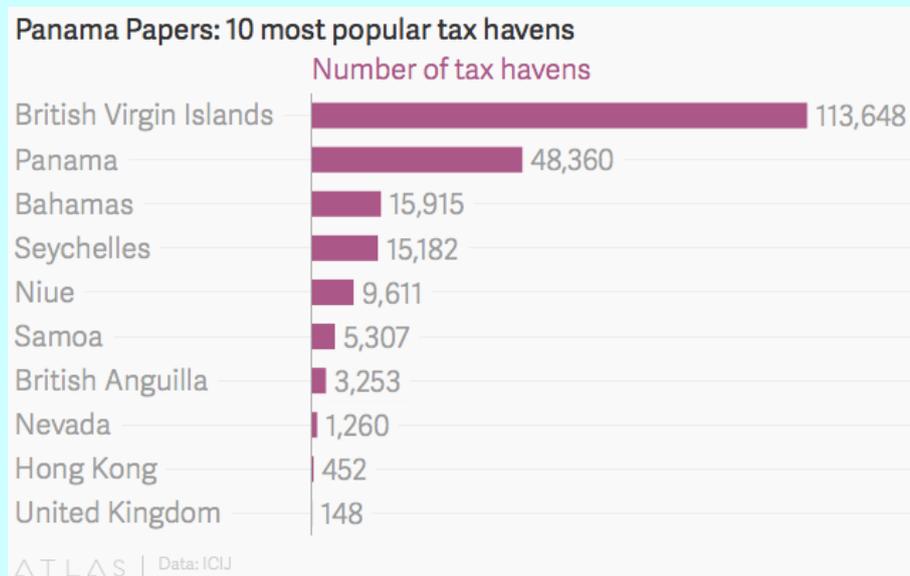
**Un homme politique considère la prochaine élection !  
Un homme d'état considère la prochaine génération !  
(Winston Churchill)**

### **Lettre EFI du 11 avril 2016**

[Les lettres fiscales d'EFI](#)  
[Pour lire les tribunes antérieures cliquer](#)

[Précis de fiscalité DGGIP 2015 :](#)  
[2ème édition, à jour au 15 décembre 2015.](#)

#### **Les Etats-Unis sont-ils les grands absents des «Panama Papers»?**



Les Etats-Unis sont-ils les grands absents des «Panama Papers»? 1  
Imposition de la fortune : du rejet français à la tolérance suisse : cherchez l'erreur 2  
TVA EUROPEENNE : le nouveau plan de BRUXELLES 3  
Luxembourg : l'assistance administrative devant la CJUE 3  
Economie : transparence, lutte contre la corruption et modernisation 4  
Vers un fort développement du lanceur d'alerte fiscale 4

[Jeudi dernier la France à emprunter à 0,87% sur 15ans](#)  
[une vraie bouffée d'optimisme par Anthony Requin , DG de l'agence française du trésor](#)  
**MAIS**  
[difficultés en cas de conversion la dette des entreprises publiques en dette d'Etat](#)

### [Le bilan de la France au 31.12.2014](#)

## **Imposition de la fortune : du rejet français à la tolérance suisse**

**[Pour lire la tribune cliquez](#)**

[LE RAPPORT DE R BARRE sur l'imposition de la fortune \(1979\)](#)

Pour quelles raisons alors  
-l'ISF à la française fait fuir la richesse ?  
-l'ISF à la suisse attire la richesse ?  
A chacun de vous de décider suivant votre conviction

En 2013, l'impôt sur la fortune suisse a rapporté 5,8 milliards de Francs suisses aux cantons et aux communes, soit 8,5 % de leurs recettes fiscales (68,5 milliards ou 4,5 % des recettes fiscales de la Confédération (l'État, cantons et communes) qui se montent à 129,5 milliards alors que l'**ISF français** qui a rapporté 4,4 milliards d'euros en 2013 ne représente que moins de 0,5 % de l'ensemble des PO et est payé par 320.000 contribuables et ce avec de très nombreuses exonérations, mitages et échappatoires tant légales que jurisprudentielles L'assiette fiscale française est étroite et mitée pour une poignée de contribuable alors qu'en suisse l'assiette est large pour une majorité de contribuable MAIS avec notamment des taux non confiscatoires

Le nombre d'assujettis en Suisse est un peu supérieur à 5.000.000 de foyers fiscaux (lire les stats ci dessous) pour une population de 8 250 000 habitants dont 2.000 000 d'étrangers ,à titre d'exemple dans le canton de Vaud il y avait (2011)plus de 418.000 contribuables !!! L'impôt sur la fortune en France est par ailleurs souvent considéré comme confiscatoire, terme repris par le conseil constitutionnel

[Modèle de déclaration d'impôt sur la fortune canton de Vaud](#)  
[Barème](#)

**Attention** il s'y ajoute l'ISF communal..

[L'impôt confiscatoire par Pierre Léonard Rouzaud](#)

Le poids relatif de l'impôt sur la fortune en Suisse est donc nettement plus important en suisse qu'en France alors qu'il existe aucune contestation généralisée comme en France

[L'impôt sur la fortune en suisse](#)  
[Calculateur suisse communes par communes](#)  
[Statistique de la fortune des personnes physiques pour l'ensemble de la Suisse 2011 \(02.10.2015\)](#)  
[Comparaison internationale des charges fiscales 2015 \(18.01.2016\)](#)

## **TVA EUROPEENNE : le nouveau plan de BRUXELLES**

**[Pour lire la tribune cliquez](#)**

Le plan d'action présenté le 7 avril constitue la première étape vers un espace TVA unique dans l'Union capable de lutter contre la fraude, soutenir les entreprises et contribuer à l'économie numérique et au commerce électronique.

**En pratique**, l'entreprise exportatrice paie la TVA à sa propre autorité fiscale, mais au taux du pays de destination. Dans l'exemple, l'entreprise belge paierait la TVA au taux espagnol à l'autorité belge, qui reverserait ensuite la somme à l'Espagne.

L'idée est que « Pour une entreprise, une transaction entre Bruxelles et Madrid doit être traitée de la même manière qu'entre Bruxelles et Anvers

[Le communiqué de presse du 7 avril](#)

[Informations sur le plan d'action sur la TVA](#)

[MEMO](#) sur le plan d'action sur la TVA

[Communication sur le plan d'action sur la TVA](#)

**Le «manque à gagner de TVA»,(le TVA GAP)** qui correspond à la différence entre les recettes de TVA attendues et la TVA effectivement perçue dans les États membres, **s'est élevé à près de 170 milliards d'euros en 2013.**

La fraude transfrontalière à elle seule est, selon les estimations, à l'origine d'une perte de recettes de TVA de quelque 50 milliards d'euros par an dans l'Union.

## **Luxembourg : l'assistance administrative devant la CJUE**

**[Pour lire la tribune cliquez](#)**

Dans un arrêt du 17 décembre 2015, concernant une demande d'assistance administrative déposée par la France, la cour administrative du Luxembourg a posée à la CJUE différentes questions notamment sur la compatibilité des sanctions en cas de refus de coopération avec la charte européenne des droits de l'homme

[Luxembourg//la pratique de l'échange de renseignement](#)

[Loi du 25 novembre 2014 prévoyant l'échange d'information en matière fiscale](#)

[Arrêt de la cour administrative du 17 décembre 2015](#)

Le 3 décembre 2014, l'administration fiscale française a transmis à l'administration fiscale luxembourgeoise une demande de renseignements en vertu de la convention fiscale entre le Luxembourg et la France du 1er avril 1958, modifiée par la loi du 31 mars 2010 portant approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif à ladite convention, ainsi que de la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011, transposée en droit interne par la loi du 29 mars 2013.

Par courrier du 16 mars 2015, le directeur de l'administration des Contributions directes, enjoignit à la société anonyme ... S.A., de lui fournir, pour le 22 avril 2015 au plus tard, certains renseignements concernant une société tierce, à savoir sa filiale, la société de droit français ... S.A.S., ladite injonction étant libellée comme suit :

[Lire la suite](#)

## **Economie : transparence, lutte contre la corruption et modernisation**

### **Vers un fort développement du lanceur d'alerte fiscale**

[Pour lire cliquez](#)

Le projet de 326 pages va être analysé par trois commissions parlementaires

[Dossier législatif](#) du 30 mars 2016

[Projet de loi](#) (324 pages !) [Etude d'impact](#) – [Avis du Conseil d'État](#)

[Dépôt des contributions des lecteurs d'EFI sur cette étude d'impact](#)

[JE SUIS LA TRANSPARENCE ,CETTE NOUVELLE VERTU](#)

[cliquez](#)

Le projet de loi évoque avec une timidité de jeune fille le rôle des lanceurs d'alerte de toutes catégories (il existe environ 5 textes instituant des lanceurs d'alerte) en améliorant la protection juridique de certains d'entre eux

Mais il ne s'agit que d'un leurre de communication, nos députés khmers désirent développer non seulement mais aussi le rôle et l'efficacité des lanceurs d'alerte n'en déplaisent à nos intellectuels protecteurs de la liberté individuelle –ils sont encore très nombreux surtout chez les avocats contre les corbeaux.

Le nouveau slogan

« La dénonciation veut nuire, le signalement veut sauver ».